

Article 21

Habilitation à prendre des dispositions transitoires pour les cotisations et contributions des travailleurs non-salariés

Tirant toutes les conséquences de la grande hétérogénéité des régimes de non-salariés et de l'éloignement important de certains d'entre eux de la « cible » déterminée à l'article 20, l'article 21 habilite le Gouvernement à prévoir une transition sur une période ne pouvant dépasser quinze ans, qui permettra :

- de faire converger progressivement les taux de cotisations vers la « cible » ;
- de rendre les assiettes de cotisations plus cohérentes entre travailleurs non-salariés et salariés, ce qui implique un rééquilibrage entre contributions et cotisations sociales.

I. BEAUCOUP DE RÉGIMES DE TRAVAILLEURS NON SALARIÉS SONT TRÈS ÉLOIGNÉS DE LA « CIBLE », NÉCESSITANT UNE TRANSITION ADAPTÉE

A. UN PROBLÈME COMMUN D'ASSIETTE

Appliquer les mêmes règles de taux aux travailleurs salariés et non-salariés suppose que les assiettes concernées soient également comparables. Or, celles-ci sont extrêmement différentes dans le droit existant, nécessitant un chantier important de convergence préalable.

● Contrairement aux salariés pour lesquels les cotisations et les contributions sociales (contribution sociale généralisée, contribution au remboursement de la dette sociale) sont calculées sur la base d'un salaire brut, les taux de cotisations et de contributions sociales applicables aux travailleurs indépendants s'appliquent à une assiette nette de ces mêmes cotisations.

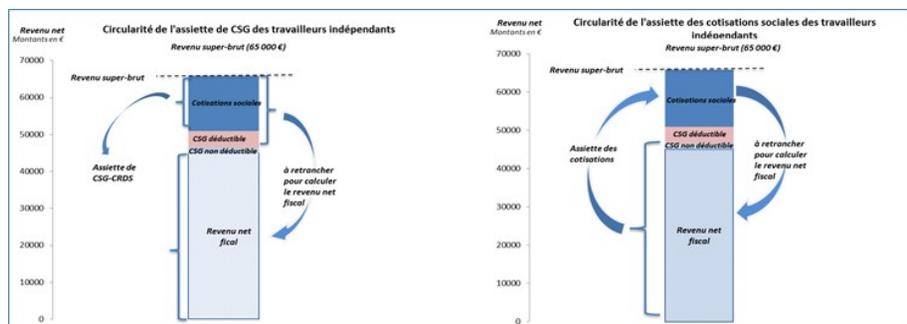
Cette règle introduit tout d'abord pour les seuls travailleurs non-salariés une complexité de calcul résultant de sa circularité (il faut connaître les cotisations dues pour savoir quelles cotisations sont dues).

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 ⁽¹⁾ s'est essayée, faute de pouvoir simplifier ce calcul, à en expliciter la règle à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale ⁽²⁾.

(1) Loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019.

(2) Son V prévoit désormais que : « Le montant de cotisations mentionné au I est égal au produit du montant des revenus établi en application des II à IV et de la somme des taux de cotisations en vigueur l'année au titre de laquelle les cotisations sont dues, applicables pour l'assiette nette mentionnée au I, rapportée à cette même somme de taux de cotisations augmentée de un. »

ILLUSTRATION DE LA « CIRCULARITÉ » DES ASSIETTES DE CSG ET DE COTISATIONS POUR LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

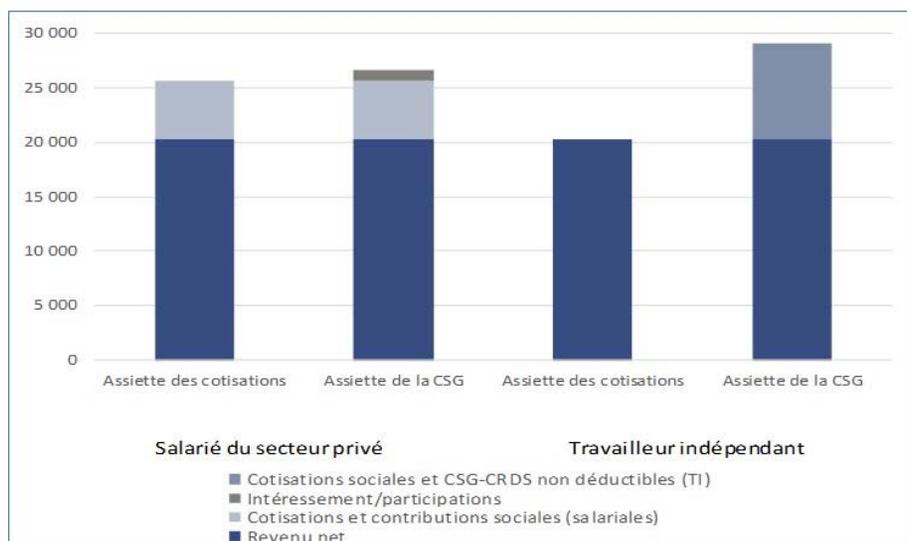


Source : direction de la sécurité sociale (DSS) (présentation au Haut Conseil du financement de la protection sociale)

● S’agissant du niveau de cotisations dues, cette règle implique un taux de cotisations moindre que pour les salariés (taux plus faible, sur une assiette nette nécessairement plus faible qu’une assiette brute pour un revenu donné). Elle n’est toutefois pas nécessairement plus favorable à l’échelle de l’ensemble des prélèvements sociaux.

En effet, le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) des travailleurs non-salariés s’effectue sur cette assiette nette, augmentée des cotisations sociales. Il en résulte que, pour un même revenu net, la part de la CSG, non génératrice de droit, est plus importante pour un travailleur indépendant que pour un salarié, le premier se constituant ainsi moins de droits à la retraite que le second pour le même niveau de prélèvements.

ASSIETTES DE COTISATIONS D’UN SALARIÉ OU D’UN TRAVAILLEUR NON SALARIÉ POUR 0,5 SMIC (20 568 EUROS PAR AN)



Source : étude d’impact

Face à cette situation, l'alternative se posait en ces termes :

– d'une part, une première solution consisterait à maintenir l'équilibre actuel entre assiette « faible », taux « faible » et moindre contributivité des prélèvements des travailleurs non-salariés par rapport aux règles applicables aux salariés ;

– d'autre part, revoir ces trois dimensions simultanément afin de trouver un nouvel équilibre plus favorable aux travailleurs non-salariés.

La mise en place du système universel et l'application de taux de cotisations convergents pour l'ensemble des actifs invitent fortement le Gouvernement et la majorité à saisir cette opportunité pour revoir l'ensemble des règles applicables dans le cadre d'une réforme globale des prélèvements sociaux et des droits qu'ils permettent d'acquérir.

B. LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS FACE AU TAUX UNIQUE PROPOSÉ

La méthodologie de simulation du Gouvernement (travailleurs indépendants)

Dans le cadre de l'étude d'impact annexée au présent projet de loi, le Gouvernement a présenté un certain nombre de simulations des effets en cotisations et en prestations de la réforme sur un certain nombre de publics. Parmi ces derniers, on trouve notamment les travailleurs indépendants, dont les règles sont parmi les plus variées et les plus éloignées du système « cible ».

Dans le cadre de ce commentaire, le rapporteur met parfois en regard ces simulations portant sur les niveaux de prélèvements et celles relatives aux droits constitués à partir des simulations réalisées, ce qui semble cohérent dans le cadre d'un système largement assurantiel. Reprenant les simulations du Gouvernement, il lui importait d'en préciser les hypothèses sous-jacentes.

En matière de cotisations, le Gouvernement compare le système « cible » aux taux et assiettes existants (ou déjà prévisibles, en application de hausses déjà décidées), en partant de l'hypothèse, souvent peu plausible, qu'aucun changement n'interviendrait sur la période considérée. La simulation intègre par ailleurs un abattement de 30 % sur la nouvelle assiette « superbrut » qui s'appliquerait aux travailleurs indépendants (*cf. infra*).

En matière de prestations, les calculs ont été faits sur une carrière complète (43 ans ⁽¹⁾) en prenant une hypothèse d'augmentation du revenu moyen par tête de 3,05 % par an (en l'absence de construction de ce nouvel étalon statistique, il est approximé par l'application d'une hypothèse de salaire moyen par tête – SMPT). Après vérification auprès de la direction de la sécurité sociale, la carrière retenue est parfois plus courte dans certaines professions pour refléter la réalité statistique des durées d'affiliation : ainsi, les médecins en raison de la durée de leurs études et de leur internat ne cotisent en moyenne que 30 ans à une caisse. Le « contrefactuel » (situation hors réforme) repose sur l'hypothèse d'une revalorisation au niveau de l'inflation (1,75 % par an sur la période), ce qui correspond soit aux règles applicables dans certains régimes, soit à la moyenne historique constatée.

S'agissant de la transition, les simulations partent de l'hypothèse raisonnable d'une réduction des écarts à hauteur d'1/15^e par an. L'effet de la transition est parfois nul à des niveaux de rémunération « rattrapés » par le minimum de pension qui n'attendra pas la fin des convergences.

Enfin, la direction de la sécurité sociale a précisé au rapporteur que tous les cas-types avaient été présentés aux représentants des professions concernées pour s'assurer de leur caractère représentatif.

Source : étude d'impact du Gouvernement

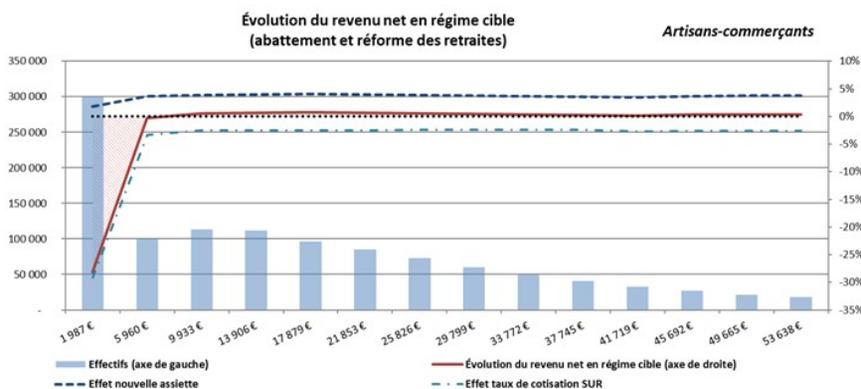
(1) Durée d'assurance prévue par la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites à 43 ans pour tous les assurés nés après le 1^{er} janvier 1955, et donc pour toutes les personnes concernées par le nouveau système (nées à compter du 1^{er} janvier 1975).

1. Les travailleurs indépendants relativement proches du « système cible »

- *Les artisans et commerçants relevant de la sécurité sociale des travailleurs indépendants (SSTI)*

Le taux actuel de cotisations des travailleurs indépendants *stricto sensu* (artisans et commerçants affiliés à l'ex-RSI et désormais à la sécurité sociale des travailleurs indépendants au sein du régime général) est de 24,75 %, impliquant une hausse de 3,37 points pour atteindre les 28,12 % sous le plafond annuel de la sécurité sociale (41 136 euros), qui doit être lue à l'aune de l'ajustement de l'assiette de cotisations proposée dans le cadre de l'ordonnance (*cf. supra* sur le diagnostic et *infra* sur l'habilitation).

Or, l'assiette retenue par le Gouvernement conduira à une baisse parallèle des autres cotisations et contributions sociales dues, neutralisant ainsi complètement la hausse des taux, comme en témoigne le graphique suivant issu de l'étude d'impact :



- *Les travailleurs non-salariés des professions agricoles*

La mise en place d'un taux de 28,12 % implique une hausse de 7,01 points par rapport à ce qui est aujourd'hui applicable aux exploitants agricoles (21,11 %).

Les 40 % des exploitants soumis à des cotisations minimales (les taux ne s'appliquent alors pas à l'assiette réelle, selon cette logique proportionnelle, mais à une assiette forfaitaire) ne seront pas concernés ⁽¹⁾. Les autres subiront une hausse de cotisations, partiellement minorée par la baisse de l'assiette précitée et en tout état de cause lissée sur plusieurs années (*cf. infra*).

(1) Pour davantage de précisions sur les cotisations minimales, on pourra utilement se reporter au commentaire de l'article 22.

En prestations, les exploitants bénéficieront du minimum de pension mis en place dans le cadre du nouveau système ⁽¹⁾ mais aussi et surtout d'une hausse de prestations pour tous les autres, liée directement à la hausse des cotisations.

Le rapporteur regrette l'absence de données équivalentes à celles rendues disponibles par l'étude d'impact pour les autres professions et espère que les débats permettront d'éclaircir la portée exacte de ces évolutions.

2. Des effets variables mais globalement positifs pour les professions libérales, plus éloignées de la « cible »

Pour l'essentiel des professions libérales, assez éloignées des « taux cibles » en matière de cotisations, la modification des taux aura un impact significatif, malgré la réforme de l'assiette. Dans un souci de clarté, il est proposé de distinguer les catégories en fonction de la nature de l'impact en cotisations et en prestations.

a. Baisse des cotisations et baisse modérée/stagnation des prestations

Pour ces professions, l'effet « assiette » est le plus significatif, permettant à la fois une baisse des cotisations et une baisse ou une stabilisation des prestations. La corrélation limitée entre les deux effets tient :

- au lissage très progressif des effets du nouveau système par la phase de transition ;
- à l'amélioration de la contributivité de l'assiette ;
- à l'application des nouvelles règles plus favorables de revalorisation des droits constitués (*cf. infra*).

● *Les médecins*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, si le système actuel était maintenu (règles 2019 CNAVPL-CARMF inchangées, secteur 1 et secteur 2) et si le système universel s'applique.

La situation d'un médecin en secteur 1 est distinguée de celle d'un médecin en secteur 2 par la différence de cotisations initiale, combinée à la réforme de l'assiette proposée. Le premier s'acquittant dans le droit existant de moins de cotisations que le second à niveau de revenu comparable, la réforme de l'assiette aura un impact plus important pour un médecin en secteur 1 car la baisse de CSG sera plus importante par rapport au niveau de cotisations actuellement acquitté, ce qu'illustrent les tableaux suivants.

(1) Pour davantage de précisions sur le minimum de pension, on pourra utilement se reporter au commentaire de l'article 40.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR UN MÉDECIN EN SECTEUR 1 EN 2040

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|-----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 7 454 € | 2 685 € | 10 138 € | 3 024 € | 2 373 € | 5 397 € | -4 430 € | -312 € | -4 742 € |
| 0,50 PASS | 9 835 € | 4 513 € | 14 348 € | 5 559 € | 3 834 € | 9 393 € | -4 275 € | -679 € | -4 955 € |
| 0,75 PASS | 12 215 € | 6 342 € | 18 557 € | 8 095 € | 5 294 € | 13 389 € | -4 121 € | -1 047 € | -5 168 € |
| 1 PASS | 14 596 € | 8 287 € | 22 883 € | 10 653 € | 6 875 € | 17 528 € | -3 943 € | -1 412 € | -5 356 € |
| 1,5 PASS | 17 690 € | 13 750 € | 31 440 € | 13 309 € | 11 213 € | 24 522 € | -4 381 € | -2 537 € | -6 918 € |
| 2 PASS | 20 784 € | 17 901 € | 38 685 € | 15 509 € | 14 695 € | 30 204 € | -5 275 € | -3 207 € | -8 482 € |
| 2,5 PASS | 23 878 € | 22 136 € | 46 014 € | 17 793 € | 18 101 € | 35 894 € | -6 085 € | -4 035 € | -10 121 € |
| 3 PASS | 26 972 € | 26 304 € | 53 276 € | 20 705 € | 22 444 € | 43 149 € | -6 267 € | -3 860 € | -10 127 € |

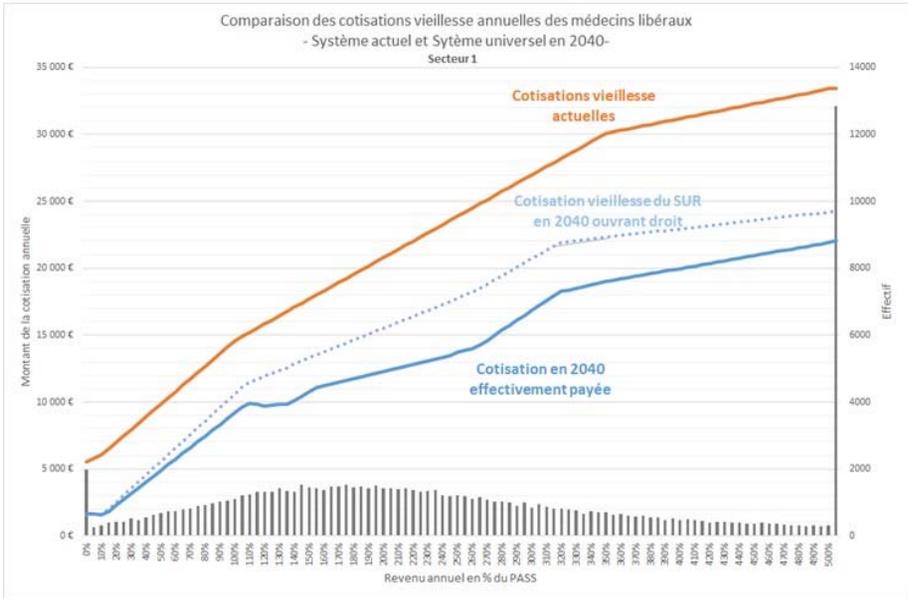
Source : étude d'impact

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR UN MÉDECIN EN SECTEUR 2 EN 2040

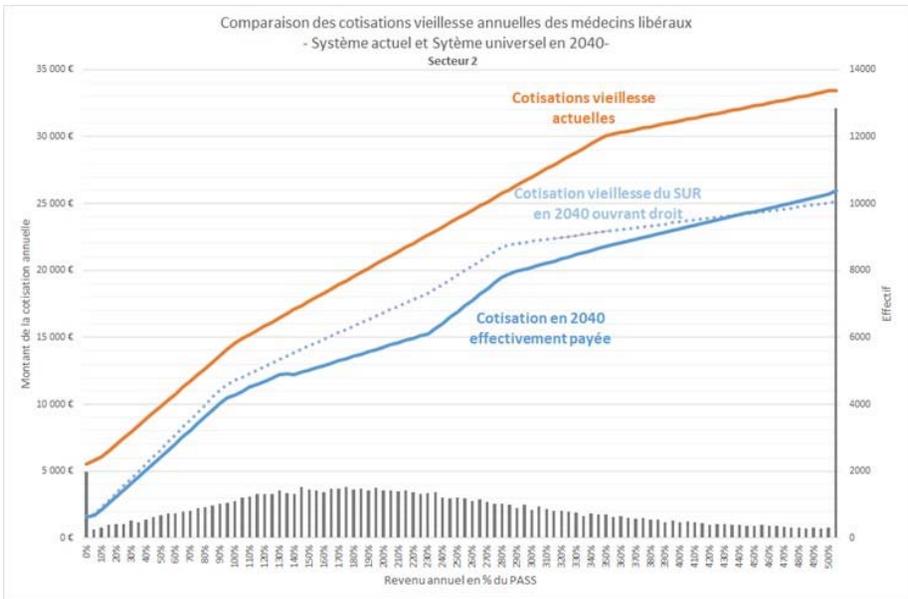
| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 7 454 € | 2 691 € | 10 145 € | 3 886 € | 2 393 € | 6 278 € | -3 568 € | -298 € | -3 866 € |
| 0,50 PASS | 9 835 € | 4 450 € | 14 285 € | 6 620 € | 3 890 € | 10 510 € | -3 214 € | -561 € | -3 775 € |
| 0,75 PASS | 12 215 € | 6 462 € | 18 677 € | 9 404 € | 5 631 € | 15 034 € | -2 812 € | -831 € | -3 643 € |
| 1 PASS | 14 596 € | 8 844 € | 23 440 € | 11 792 € | 7 752 € | 19 544 € | -2 804 € | -1 092 € | -3 896 € |
| 1,5 PASS | 17 690 € | 14 823 € | 32 513 € | 14 379 € | 13 010 € | 27 389 € | -3 311 € | -1 814 € | -5 125 € |
| 2 PASS | 20 784 € | 19 223 € | 40 007 € | 16 827 € | 16 660 € | 33 487 € | -3 957 € | -2 562 € | -6 520 € |
| 2,5 PASS | 23 878 € | 23 622 € | 47 500 € | 19 655 € | 20 878 € | 40 533 € | -4 223 € | -2 744 € | -6 967 € |
| 3 PASS | 26 972 € | 28 021 € | 54 994 € | 22 158 € | 26 093 € | 48 252 € | -4 814 € | -1 928 € | -6 742 € |

Source : étude d'impact

La baisse est donc généralisée pour l'ensemble de la distribution des rémunérations, comme l'indiquent les graphiques suivants :



Source : données CARMF, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.



Source : données CARMF, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Cette baisse très importante des cotisations aurait des contreparties en prestations.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 2 PASS (Secteur 1) | Pension cumulée sur 30 ans | Montant total | Montant/mois | % |
|-----------------------|------------------------------------|---------------|--------------|------|
| | | (€ 2019) | (€ 2019) | |
| CARMF | Système actuel | 44 077 € | 3 673 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -18 679 € | -1 557 € | -42% |
| | Effet réforme de l'assiette | 6 868 € | 572 € | 16% |
| | Effet hausse du rendement | 1 362 € | 113 € | 3% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 1 782 € | 148 € | 4% |
| | Système universel sans convergence | 35 409 € | 2 951 € | -20% |
| | Effet convergence | 5 337 € | 445 € | 12% |
| | Système universel avec convergence | 40 746 € | 3 396 € | -8% |

| 3 PASS (Secteur 1) | Pension cumulée sur 30 ans | Montant total | Montant/mois | % |
|-----------------------|------------------------------------|---------------|---------------|------|
| | | (€ 2019) | s (€ 2019) | |
| CARMF | Système actuel | 52 695 € | 4 391 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -20 735 € | -1 728 € | -39% |
| | Effet réforme de l'assiette | 7 635 € | 636 € | 14% |
| | Effet hausse du rendement | 4 394 € | 366 € | 8% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 2 107 € | 176 € | 4% |
| | Système universel sans convergence | 46 096 € | 3 841 € | -13% |
| | Effet convergence | 6 472 € | 539 € | 12% |
| | Système universel avec convergence | 52 567 € | 4 381 € | 0% |

| 2 PASS (Secteur 2) | Pension cumulée sur 30 ans | Montant total | Montant/mois | % |
|-----------------------|------------------------------------|---------------|--------------|------|
| | | (€ 2019) | (€ 2019) | |
| CARMF | Système actuel | 44 116 € | 3 676 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -14 785 € | -1 232 € | -34% |
| | Effet réforme de l'assiette | 5 642 € | 470 € | 13% |
| | Effet hausse du rendement | 1 230 € | 103 € | 3% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 1 917 € | 160 € | 4% |
| | Système universel sans convergence | 38 120 € | 3 177 € | -14% |
| | Effet convergence | 4 308 € | 359 € | 10% |
| | Système universel avec convergence | 42 428 € | 3 536 € | -4% |

| 3 PASS (Secteur 2) | Pension cumulée sur 30 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------------|------------------------------------|------------------------------|--------------------------|------|
| CARMF | Système actuel | 52 744 € | 4 395 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -14 478 € | -1 206 € | -27% |
| | Effet réforme de l'assiette | 4 079 € | 340 € | 8% |
| | Effet hausse du rendement | 3 959 € | 330 € | 8% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 2 217 € | 185 € | 4% |
| | Système universel sans convergence | 48 520 € | 4 043 € | -8% |
| | Effet convergence | 4 652 € | 388 € | 9% |
| | Système universel avec convergence | 53 172 € | 4 431 € | 1% |

Source : étude d'impact

En tenant compte de la transition sur quinze ans, les pertes de prestations ne dépasseraient pas 8 %. Les règles transitoires pourraient même conduire à une légère hausse des prestations dans certains cas, les effets de la réforme de l'assiette (plus de cotisations, moins de CSG) et de l'indexation sur le revenu moyen par tête – appelé dans le tableau SMPT ⁽¹⁾ – compensant largement l'effet de baisse des cotisations.

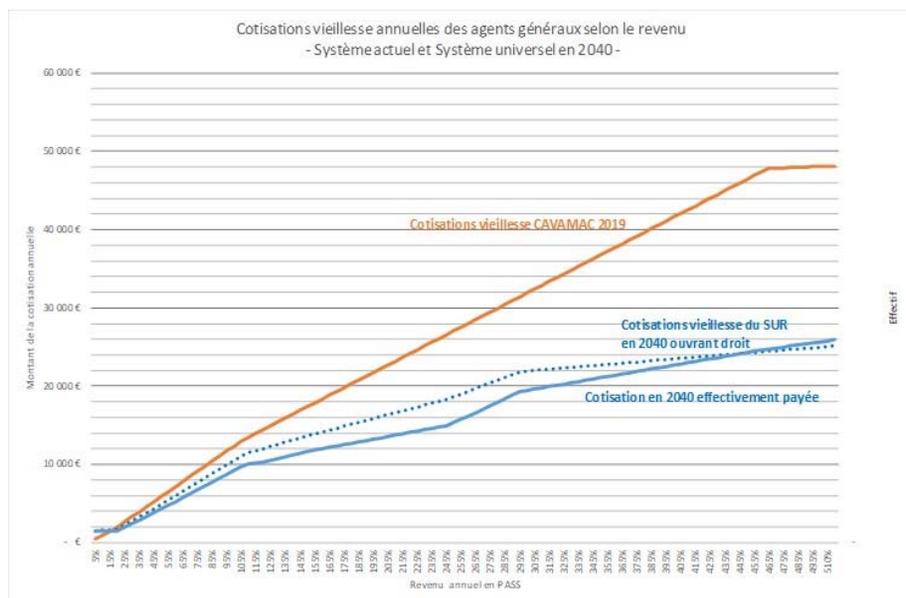
L'effet en « régime de croisière » ⁽²⁾ du système universel serait quant à lui un peu plus important (de 8 à 20 % de prestations en moins), en lien avec la baisse importante des cotisations.

- *Les agents d'assurance*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CAVAMAC inchangées) et du système universel.

(1) Si le salaire moyen par tête (SMPT) constituera vraisemblablement le principal déterminant des valeurs d'achat et de service du point, c'est bien l'ensemble des revenus d'activité (revenu professionnel des indépendants, rémunération des fonctionnaires) qui sera pris en compte dans le cadre du futur système.

(2) L'atteinte de ce régime est particulièrement lointaine, car elle suppose une carrière complètement réalisée au sein du système universel qui ne peut concerner que les générations 2004 qui arriveraient à la retraite en 2066, au plus tôt et en l'état actuel des règles de départ.



Source : calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Le graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un niveau globalement plus faible des cotisations dans le système proposé que dans le droit existant.

Ces baisses représenteraient des diminutions très significatives des cotisations et contributions (CSG) dues.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR UN AGENT D'ASSURANCE EN 2040

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|-----------------------------------|-------------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Hors vieillesse et CSG/CRDS | Ecart Total |
| 0,25 PASS | 3 255 € | 1 590 € | 4 845 € | 2 713 € | 1 256 € | 3 968 € | -543 € | -334 € | -877 € |
| 0,50 PASS | 6 511 € | 3 432 € | 9 942 € | 5 474 € | 2 747 € | 8 221 € | -1 037 € | -685 € | -1 722 € |
| 0,75 PASS | 9 766 € | 5 527 € | 15 293 € | 8 283 € | 4 485 € | 12 768 € | -1 483 € | -1 042 € | -2 524 € |
| 1 PASS | 13 021 € | 7 874 € | 20 895 € | 11 141 € | 6 482 € | 17 623 € | -1 880 € | -1 392 € | -3 272 € |
| 1,5 PASS | 17 864 € | 14 020 € | 31 884 € | 13 888 € | 11 967 € | 25 854 € | -3 977 € | -2 053 € | -6 030 € |
| 2 PASS | 22 707 € | 18 585 € | 41 292 € | 16 357 € | 15 795 € | 32 153 € | -6 350 € | -2 790 € | -9 140 € |
| 2,5 PASS | 27 550 € | 23 151 € | 50 701 € | 19 018 € | 19 909 € | 38 927 € | -8 532 € | -3 242 € | -11 774 € |
| 3 PASS | 32 393 € | 27 716 € | 60 109 € | 22 021 € | 25 317 € | 47 338 € | -10 372 € | -2 399 € | -12 771 € |

Source : étude d'impact

En prestations, la réforme pourrait entraîner des baisses modérées à long terme, sans tenir compte des transitions, et une quasi-stabilité des prestations en tenant compte des effets de lissage inhérents à plusieurs années de convergence.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 1 PASS | Pension cumulée sur 25 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CAVAMAC | Système actuel | 19 419 € | 1 618 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -5 095 € | -425 € | -26% |
| | Effet réforme de l'assiette | 2 183 € | 182 € | 11% |
| | Effet hausse du rendement | 1 711 € | 143 € | 9% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 2 604 € | 217 € | 13% |
| | Système universel sans transition | 20 822 € | 1 735 € | 7% |
| | Effet transition | 2 126,53 € | 177 € | 11% |
| | Système universel avec transition | 22 949 € | 1 912 € | 18% |

| 2 PASS | Pension cumulée sur 25 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CAVAMAC | Système actuel | 31 067 € | 2 589 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -12 902 € | -1 075 € | -42% |
| | Effet réforme de l'assiette | 4 014 € | 335 € | 13% |
| | Effet hausse du rendement | 3 472 € | 289 € | 11% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 3 666 € | 305 € | 12% |
| | Système universel sans transition | 29 317 € | 2 443 € | -6% |
| | Effet transition | 5 874,97 € | 490 € | 19% |
| | Système universel avec transition | 35 192 € | 2 933 € | 13% |

| 3 PASS | Pension cumulée sur 25 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CAVAMAC | Système actuel | 42 705 € | 3 559 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -17 416 € | -1 451 € | -41% |
| | Effet réforme de l'assiette | 3 506 € | 292 € | 8% |
| | Effet hausse du rendement | 4 741 € | 395 € | 11% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 4 793 € | 399 € | 11% |
| | Système universel sans transition | 38 328 € | 3 194 € | -10% |
| | Effet transition | 8 230,85 € | 686 € | 19% |
| | Système universel avec transition | 46 559 € | 3 880 € | 9% |

Source : étude d'impact

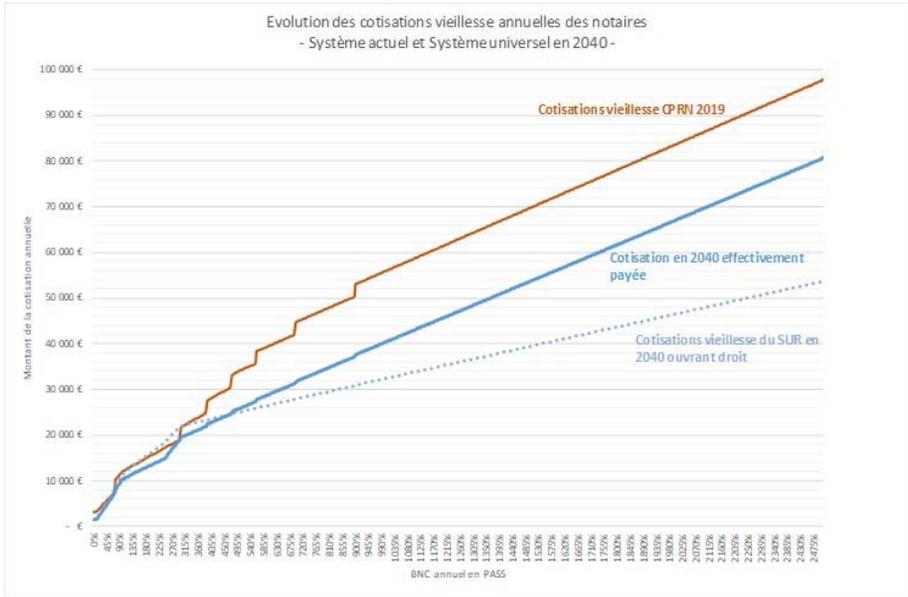
En tenant compte de la convergence, ces hypothèses laissent augurer d'un bilan transitoirement positif en matière de prestations, résultant de l'indexation des droits constitués sur le salaire moyen par tête et de la réforme de l'assiette de cotisations et contributions, plus favorable à la constitution de droit.

L'effet en « régime de croisière » du système universel serait quant à lui légèrement négatif, au niveau de rémunérations entre 2 et 3 PASS, en raison d'un effet croissant de la baisse des cotisations avec la hausse du revenu, pour un effet

ne dépassant jamais les 10 % du revenu. Ainsi, les agents d'assurance connaîtraient une baisse progressive des cotisations pendant et après la période de transition, qui ne se traduirait par une baisse modérée des prestations que dans plusieurs décennies.

- *Les notaires*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CPRN inchangées) et du système universel.



Source : calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Le graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un niveau globalement plus faible des cotisations dans le système proposé que dans le droit existant.

En prestations, la réforme pourrait entraîner une évolution contrastée des pensions versées, dues à la réforme de l'assiette de cotisations et à l'indexation des droits acquis sur les salaires, d'une part, et aux revenus globalement élevés des notaires, d'autre part.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 3 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CPRN | Système actuel | 60 017 € | 5 001 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -10 158 € | -846 € | -17% |
| | Effet réforme de l'assiette | 13 935 € | 1 161 € | 23% |
| | Effet hausse du rendement | 366 € | 30 € | 1% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 588 € | 1 466 € | 29% |
| | Système universel sans transition | 81 748 € | 6 812 € | 36% |
| | Effet transition | 1 323,35 € | 110 € | 2% |
| | Système universel avec transition | 83 072 € | 6 923 € | 38% |

| 6 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CPRN | Système actuel | 111 828 € | 9 319 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -26 584 € | -2 215 € | -24% |
| | Effet réforme de l'assiette | -9 026 € | -752 € | -8% |
| | Effet hausse du rendement | -12 056 € | -1 005 € | -11% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 588 € | 1 466 € | 16% |
| | Système universel sans transition | 81 748 € | 6 812 € | -27% |
| | Effet transition | 8 021,11 € | 668 € | 7% |
| | Système universel avec transition | 89 769 € | 7 481 € | -20% |

Source : étude d'impact

La réforme aurait donc des effets contrastés en fonction du niveau de la rémunération : les hausses de prestations seraient donc très significatives à 3 PASS mais les baisses tout autant à 6 PASS en raison de la diminution du niveau de couverture dans le nouveau système.

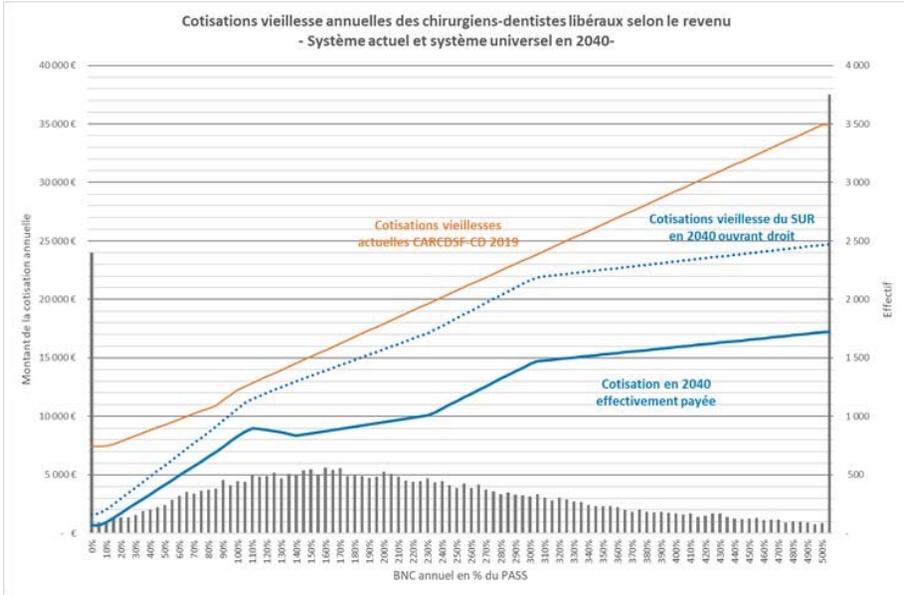
b. Baisse ou maintien des cotisations et hausse des prestations

Pour surprenant qu'ils puissent paraître, ces effets positifs cumulés sont en réalité tout à fait compatibles dès lors que :

- la réforme de l'assiette (CSG/cotisations) produit des effets très positifs en recettes comme en prestations ;
- l'indexation prévue par le projet de loi pour les droits constitués est plus favorable que ce qui existe aujourd'hui ;
- les structures de rémunération, de cotisations actuelles et de rendement combiné permettent d'optimiser totalement ces effets.

● *Les chirurgiens-dentistes*

S’agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CARCSF inchangées) et du système universel.



Source : données CARCSF, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Les graphiques permettent d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un niveau globalement plus faible des cotisations dans le système proposé que dans le droit existant. Les sommes concernées en cotisations mais aussi en contributions sociales (CSG) sont très significatives, comme le montre le tableau ci-dessous, issu de l'étude d'impact du Gouvernement.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES CHIRURGIENS-DENTISTES

| | Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Écart système universel - système actuel | | |
|------------------|-----------------------|------------------------|---|-----------------|------------------------|---|-----------------|--|---|------------------|
| | | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| CARCSF-CD | 0,25 PASS | 8 116 € | 3 328 € | 11 444 € | 3 449 € | 2 024 € | 5 473 € | - 4 667 € | - 1 304 € | - 5 971 € |
| | 0,50 PASS | 9 286 € | 5 077 € | 14 363 € | 5 812 € | 3 410 € | 9 222 € | - 3 475 € | - 1 666 € | - 5 141 € |
| | 0,75 PASS | 10 457 € | 6 825 € | 17 282 € | 8 174 € | 4 796 € | 12 971 € | - 2 282 € | - 2 029 € | - 4 311 € |
| | 1 PASS | 12 274 € | 8 637 € | 20 911 € | 10 673 € | 6 262 € | 16 935 € | - 1 601 € | - 2 374 € | - 3 976 € |
| | 1,50 PASS | 15 105 € | 14 248 € | 29 353 € | 13 465 € | 9 328 € | 22 793 € | - 1 640 € | - 4 921 € | - 6 560 € |
| | 2 PASS | 17 935 € | 18 482 € | 36 418 € | 15 746 € | 12 238 € | 27 984 € | - 2 189 € | - 6 244 € | - 8 433 € |
| | 2,50 PASS | 20 766 € | 22 716 € | 43 482 € | 18 398 € | 15 623 € | 34 022 € | - 2 367 € | - 7 093 € | - 9 460 € |
| 3 PASS | 23 597 € | 26 950 € | 50 546 € | 21 657 € | 19 781 € | 41 438 € | - 1 940 € | - 7 169 € | - 9 109 € | |

Source : étude d'impact

En prestations, la réforme pourrait entraîner une hausse des prestations, résultant principalement du mode d'indexation des droits sur le revenu moyen par tête, comme en témoignent les exemples suivants, issus de l'étude d'impact.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CARCDSF- CD | Contrefactuel | 34 422 € | 2 869 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -2 383 € | -199 € | -7% |
| | Effet réforme de l'assiette | 5 082 € | 423 € | 15% |
| | Effet baisse du rendement | -3 731 € | -311 € | -11% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 172 € | 764 € | 27% |
| | Système universel sans convergence | 42 562 € | 3 547 € | 24% |
| | Effet convergence | 2 578 € | 215 € | 7% |
| | Système universel avec convergence | 45 141 € | 3 762 € | 31% |

| 2 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CARCDSF- CD | Contrefactuel | 50 861 € | 4 238 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -8 531 € | -711 € | -17% |
| | Effet réforme de l'assiette | 10 452 € | 871 € | 21% |
| | Effet baisse du rendement | -5 295 € | -441 € | -10% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 13 044 € | 1 087 € | 26% |
| | Système universel sans convergence | 60 531 € | 5 044 € | 19% |
| | Effet convergence | 4 847 € | 404 € | 10% |
| | Système universel avec convergence | 65 379 € | 5 448 € | 29% |

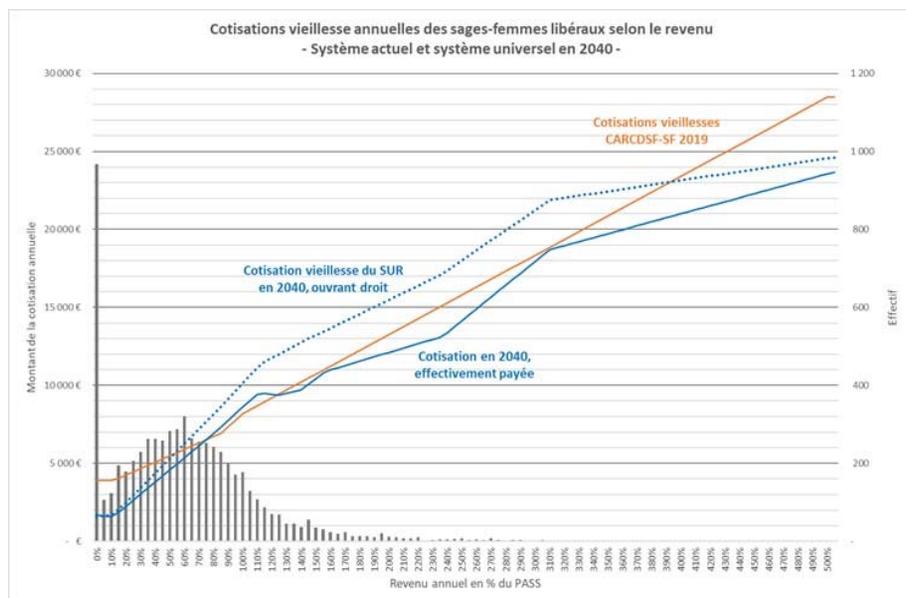
| 3 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CARCDSF-CD | Contrefactuel | 67 297 € | 5 608 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -7 014 € | -585 € | -10% |
| | Effet réforme de l'assiette | 9 254 € | 771 € | 14% |
| | Effet baisse du rendement | -5 970 € | -497 € | -9% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 462 € | 1 455 € | 26% |
| | Système universel sans convergence | 81 028 € | 6 752 € | 20% |
| | Effet convergence | 4 430 € | 369 € | 7% |
| | Système universel avec convergence | 85 459 € | 7 122 € | 27% |

Source : étude d'impact

Les gains observés sont relativement lisses sur l'ensemble de l'échelle des rémunérations (entre 20 et 31%), à moyen (avec convergence des taux) comme à long terme (retraite pleinement constituée dans le nouveau système).

- *Les sages-femmes*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CARCDSF inchangées) et du système universel.



Source : données CARCDSF, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Les graphiques permettent d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un niveau légèrement plus faible ou équivalent au système proposé pour l'essentiel des professionnels, compte tenu de l'état de la distribution de leurs revenus. Les cotisations et contributions baisseraient pour l'essentiel des rémunérations, à l'exception des revenus situés entre 0,75 et 1 PASS pour lesquels la hausse ne dépasserait pas 36 euros par mois.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES SAGES-FEMMES

| | Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Écart système universel - système actuel | | |
|------------|-----------------------|------------------------|-----------------------------|-----------------|------------------------|-----------------------------|-----------------|--|-----------------------------|------------------|
| | | Cotisations | | | Cotisations | | | Cotisations | | |
| | | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| CARCDSF-SF | 0,25 PASS | 4 467 € | 2 144 € | 6 611 € | 2 981 € | 1 808 € | 4 789 € | - 1 486 € | - 335 € | - 1 822 € |
| | 0,50 PASS | 5 490 € | 3 904 € | 9 394 € | 5 328 € | 3 160 € | 8 488 € | - 1 63 € | - 744 € | - 906 € |
| | 0,75 PASS | 6 514 € | 5 664 € | 12 178 € | 7 675 € | 4 513 € | 12 187 € | 1 161 € | - 1 152 € | 10 € |
| | 1 PASS | 8 184 € | 7 487 € | 15 672 € | 10 158 € | 5 943 € | 16 101 € | 1 974 € | - 1 544 € | 429 € |
| | 1,50 PASS | 10 721 € | 13 123 € | 23 844 € | 13 214 € | 10 329 € | 23 544 € | 2 493 € | - 2 793 € | - 300 € |
| | 2 PASS | 13 258 € | 17 380 € | 30 638 € | 15 481 € | 14 010 € | 29 491 € | 2 223 € | - 3 369 € | - 1 146 € |
| | 2,50 PASS | 15 795 € | 21 637 € | 37 432 € | 18 000 € | 17 770 € | 35 769 € | 2 205 € | - 3 867 € | - 1 662 € |
| | 3 PASS | 18 332 € | 25 894 € | 44 225 € | 21 237 € | 22 603 € | 43 840 € | 2 906 € | - 3 291 € | - 385 € |

Dans le même temps, les sages-femmes verraient leurs prestations nettement augmenter en raison notamment du gel dans le système actuel de leur prestation complémentaire de vieillesse (PCV) – qui représente une partie de leur régime complémentaire – jusqu'en 2057, comme en témoignent les exemples suivants, issus de l'étude d'impact.

SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL ET LE SYSTÈME UNIVERSEL

| | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CARCDSF-SF | Contrefactuel | 16 336 € | 1 361 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 103 € | 9 € | 1% |
| | Effet réforme de l'assiette | 2 835 € | 236 € | 17% |
| | Effet baisse du rendement | -2 602 € | -217 € | -16% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 4 574 € | 381 € | 28% |
| | Effet minimum de pension | 1 541 € | 128 € | 9% |
| | Système universel sans convergence | 22 788 € | 1 899 € | 39% |
| | Effet convergence | 0,00 € | 0 € | 0% |
| | Système universel avec convergence | 22 788 € | 1 899 € | 39% |

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CARCDSF-SF | Contrefactuel | 25 571 € | 2 131 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 4 456 € | 371 € | 17% |
| | Effet réforme de l'assiette | 5 448 € | 454 € | 21% |
| | Effet baisse du rendement | -4 463 € | -372 € | -17% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 498 € | 792 € | 37% |
| | Système universel sans convergence | 40 510 € | 3 376 € | 58% |
| | Effet convergence | -818,79 € | -68 € | -3% |
| | Système universel avec convergence | 39 691 € | 3 308 € | 55% |

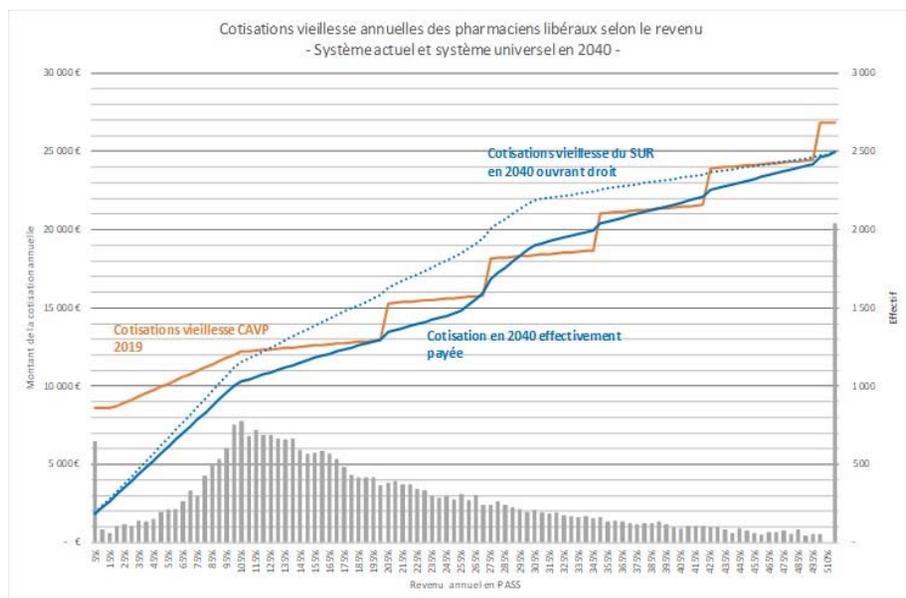
| 1,5 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|------------|------------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CARCDSF-SF | Contrefactuel | 33 628 € | 2 802 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 1 704 € | 142 € | 5% |
| | Effet réforme de l'assiette | 9 630 € | 803 € | 29% |
| | Effet baisse du rendement | -5 114 € | -426 € | -15% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 11 903 € | 992 € | 35% |
| | Système universel sans convergence | 51 752 € | 4 313 € | 54% |
| | Effet convergence | -43,69 € | -4 € | 0% |
| | Système universel avec convergence | 51 709 € | 4 309 € | 54% |

Source : étude d'impact

Les gains en termes de pension, très significatifs, pourraient ainsi aller de 39 à 55 % en fonction du niveau de rémunération et de la prise en compte de la transition.

- *Les pharmaciens*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CAVP inchangées) et du système universel.



Source : données CARCDSF, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Ce graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un niveau légèrement plus faible ou équivalent au système proposé pour l'essentiel des professionnels, compte tenu de l'état de la distribution de leurs revenus. Les cotisations et contributions baisseraient pour l'essentiel des rémunérations, à l'exception de quelques revenus situés avant les « plateaux forfaitaires » qui caractérisent les cotisations applicables aux pharmaciens en matière de complémentaire.

Les gains en euros au début de la distribution seraient en tout état de cause très supérieurs aux hausses de cotisations en fin de distribution, comme le montre le tableau suivant.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES PHARMACIENS

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Régime universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|---|---|----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 9 143 € | 2 819 € | 11 962 € | 4 234 € | 2 539 € | 6 772 € | -4 909 € | -280 € | -5 189 € |
| 0,50 PASS | 10 166 € | 4 446 € | 14 613 € | 6 683 € | 3 893 € | 10 577 € | -3 483 € | -553 € | -4 036 € |
| 0,75 PASS | 11 190 € | 6 326 € | 17 516 € | 9 181 € | 5 450 € | 14 632 € | -2 009 € | -876 € | -2 884 € |
| 1 PASS | 12 213 € | 8 459 € | 20 672 € | 11 548 € | 7 220 € | 18 768 € | -665 € | -1 239 € | -1 904 € |
| 1,5 PASS | 12 592 € | 14 175 € | 26 767 € | 13 871 € | 12 114 € | 25 984 € | 1 279 € | -2 061 € | -783 € |
| 2 PASS | 15 291 € | 18 536 € | 33 827 € | 16 278 € | 15 707 € | 31 985 € | 987 € | -2 829 € | -1 842 € |
| 2,5 PASS | 15 670 € | 22 672 € | 38 342 € | 18 495 € | 19 017 € | 37 513 € | 2 826 € | -3 655 € | -829 € |
| 3 PASS | 18 369 € | 27 033 € | 45 402 € | 21 888 € | 24 151 € | 46 039 € | 3 519 € | -2 882 € | 637 € |

Dans le même temps, les pharmaciens verraient leurs prestations croître significativement dans le nouveau système, là encore, principalement en raison de l'indexation sur le salaire moyen par tête plutôt que sur l'inflation, mais aussi en raison du fort bénéfice tiré de la réforme de l'assiette.

SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL ET LE SYSTÈME UNIVERSEL

| 1 PASS | Pension cumulée sur 31 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVP | Système actuel | 20 111 € | 1 676 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -3 092 € | -258 € | -15% |
| | Effet réforme de l'assiette | 2 198 € | 183 € | 11% |
| | Effet baisse du rendement | -2 507 € | -209 € | -12% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 4 592 € | 383 € | 23% |
| | Système universel sans transition | 21 302 € | 1 775 € | 6% |
| | Effet transition | 1 817,43 € | 151 € | 9% |
| | Système universel avec transition | 23 120 € | 1 927 € | 15% |

| 2 PASS | Pension cumulée sur 31 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVP | Système actuel | 22 197 € | 1 850 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 1 344 € | 112 € | 6% |
| | Effet réforme de l'assiette | 4 953 € | 413 € | 22% |
| | Effet baisse du rendement | -3 257 € | -271 € | -15% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 6 569 € | 547 € | 30% |
| | Système universel sans transition | 31 808 € | 2 651 € | 43% |
| | Effet transition | -568,22 € | -47 € | -3% |
| | Système universel avec transition | 31 239 € | 2 603 € | 41% |

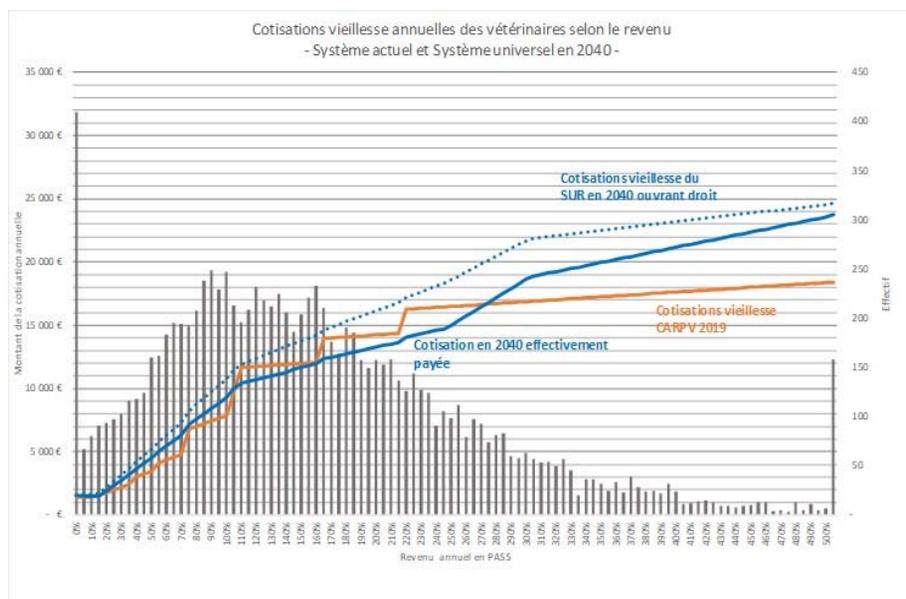
| 3 PASS | Pension cumulée sur 31 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVP | Système actuel | 31 053 € | 2 588 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -1 390 € | -116 € | -4% |
| | Effet réforme de l'assiette | 6 979 € | 582 € | 22% |
| | Effet baisse du rendement | -7 449 € | -621 € | -24% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 10 396 € | 866 € | 33% |
| | Système universel sans transition | 39 590 € | 3 299 € | 27% |
| | Effet transition | 890,63 € | 74 € | 3% |
| | Système universel avec transition | 40 480 € | 3 373 € | 30% |

Source : étude d'impact

Les gains en termes de pension sont assez variables, allant de 6 % à plus de 40 % en fonction de la rémunération du pharmacien concerné, permettant de discerner un début de distribution des rémunérations qui bénéficiera d'une forte baisse des cotisations et d'une légère hausse des prestations, et un haut de distribution qui verra ses cotisations stagner ou légèrement augmenter au profit d'une très forte hausse des prestations.

- *Les vétérinaires*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CARPV inchangées) et du système universel.



Source : données CARPV, calculs DSS cités dans l'étude d'impact.

Ce graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un

double croisement des courbes, dû au niveau mais aussi à la structure en « plateaux successifs » des cotisations forfaitaires des vétérinaires :

– un premier croisement au niveau du PASS, avant lequel les cotisations du système proposé sont légèrement supérieures à celles qui existent aujourd’hui à la CARPV (au niveau du PASS, les cotisations augmenteraient d’un peu moins de 120 euros par mois) ;

– un second croisement un peu avant 3 PASS après lequel les cotisations proposées deviennent plus élevées que les cotisations existantes (à 2,5 PASS, les cotisations diminueraient d’environ 120 euros par mois) ;

– entre les deux, des cotisations légèrement inférieures du système proposé à des niveaux de rémunérations qui concernent par ailleurs un grand nombre de vétérinaires.

Ces évolutions contrastées se retrouvent en euros dans le tableau suivant, qui intègre également les effets sur la CSG due :

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES VÉTÉRINAIRES

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 1 962 € | 1 894 € | 3 855 € | 2 680 € | 1 559 € | 4 240 € | 719 € | -334 € | 384 € |
| 0,50 PASS | 3 454 € | 3 567 € | 7 021 € | 5 228 € | 2 860 € | 8 089 € | 1 774 € | -707 € | 1 068 € |
| 0,75 PASS | 6 823 € | 5 675 € | 12 498 € | 8 219 € | 4 622 € | 12 842 € | 1 396 € | -1 052 € | 344 € |
| 1 PASS | 7 847 € | 7 807 € | 15 654 € | 10 766 € | 6 322 € | 17 088 € | 2 919 € | -1 485 € | 1 434 € |
| 1,5 PASS | 11 979 € | 13 888 € | 25 867 € | 13 791 € | 11 787 € | 25 578 € | 1 812 € | -2 100 € | -288 € |
| 2 PASS | 14 235 € | 18 206 € | 32 440 € | 16 156 € | 15 317 € | 31 473 € | 1 921 € | -2 889 € | -967 € |
| 2,5 PASS | 16 490 € | 22 524 € | 39 014 € | 18 580 € | 18 935 € | 37 516 € | 2 090 € | -3 588 € | -1 498 € |
| 3 PASS | 16 869 € | 26 660 € | 43 529 € | 21 699 € | 23 591 € | 45 290 € | 4 830 € | -3 069 € | 1 761 € |

Dans le même temps, les vétérinaires verraient leurs prestations croître significativement dans le nouveau système, là encore, principalement en raison de l’indexation sur le salaire moyen par tête plutôt que sur l’inflation, mais aussi en raison du fort bénéfice tiré de la réforme de l’assiette.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 1 PASS | Pension cumulée sur 38 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CARPV | Système actuel | 33 096 € | 2 758 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -446 € | -37 € | -1% |
| | Effet réforme de l'assiette | 4 954 € | 413 € | 15% |
| | Effet baisse du rendement | -6 913 € | -576 € | -21% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 7 353 € | 613 € | 22% |
| | Système universel sans transition | 38 044 € | 3 170 € | 15% |
| | Effet transition | 911,68 € | 76 € | 3% |
| | Système universel avec transition | 38 955 € | 3 246 € | 18% |

| 1,5 PASS | Pension cumulée sur 38 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CARPV | Système actuel | 33 153 € | 2 763 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 3 105 € | 259 € | 9% |
| | Effet réforme de l'assiette | 7 387 € | 616 € | 22% |
| | Effet baisse du rendement | -7 545 € | -629 € | -23% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 8 649 € | 721 € | 26% |
| | Système universel sans transition | 44 749 € | 3 729 € | 35% |
| | Effet transition | 59,90 € | 5 € | 0% |
| | Système universel avec transition | 44 809 € | 3 734 € | 35% |

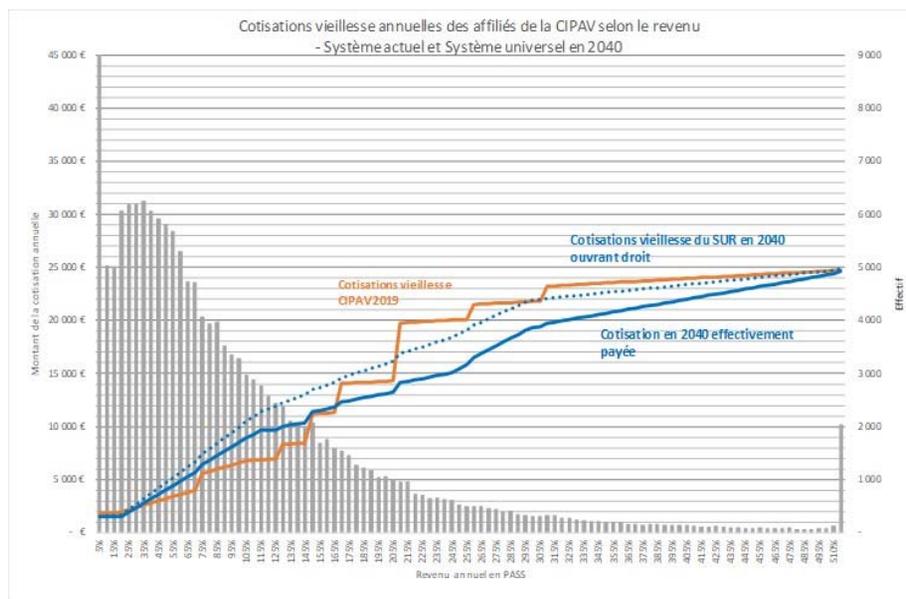
| 2 PASS | Pension cumulée sur 38 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CARPV | Système actuel | 38 528 € | 3 211 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 1 929 € | 161 € | 5% |
| | Effet réforme de l'assiette | 9 920 € | 827 € | 26% |
| | Effet baisse du rendement | -8 770 € | -731 € | -23% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 969 € | 831 € | 26% |
| | Système universel sans transition | 51 575 € | 4 298 € | 34% |
| | Effet transition | 542,80 € | 45 € | 1% |
| | Système universel avec transition | 52 118 € | 4 343 € | 35% |

Source : étude d'impact

Les gains en termes de pension vont croissant avec la rémunération et atteignent ensuite un « plateau » autour de 1,5 PASS (35 % de gain, avec ou sans transition) avant de stagner autour de 30 % jusqu'à 3 PASS.

- *Libéraux de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CIPAV inchangées) et du système universel.



Source : données CIPAV, calculs DSS.

Ce graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un croisement des courbes, au niveau de 1,6 PASS, les cotisations proposées dans le cadre du nouveau régime, jusque-là plus élevées devenant plus favorables au-delà de ce seuil. Les hausses qui s'en suivraient seraient modérées (moins d'une trentaine d'euros par mois autour de 1,5 PASS à 177 euros autour du PASS).

Ces hausses modestes sont par ailleurs à mettre en regard de leurs effets très positifs sur les prestations versées, dont témoignent les simulations suivantes, extraites de l'étude d'impact du Gouvernement.

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 0,5 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CIPAV | Système actuel | 13 365 € | 1 114 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 2 007 € | 167 € | 15% |
| | Effet réforme de l'assiette | 2 477 € | 206 € | 19% |
| | Effet baisse du rendement | -1 734 € | -145 € | -13% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 4 427 € | 369 € | 33% |
| | Système universel sans transition | 2 246 € | 187 € | 17% |
| | Effet transition | 0,00 € | 0 € | 0% |
| | Système universel avec transition | 22 788 € | 1 899 € | 71% |

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CIPAV | Système actuel | 29 614 € | 2 468 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 1 968 € | 164 € | 7% |
| | Effet réforme de l'assiette | 5 220 € | 435 € | 18% |
| | Effet baisse du rendement | -4 017 € | -335 € | -14% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 006 € | 750 € | 30% |
| | Système universel sans transition | 41 791 € | 3 483 € | 41% |
| | Effet transition | -1 349,91 € | -112 € | -5% |
| | | Système universel avec transition | 40 441 € | 3 370 € |

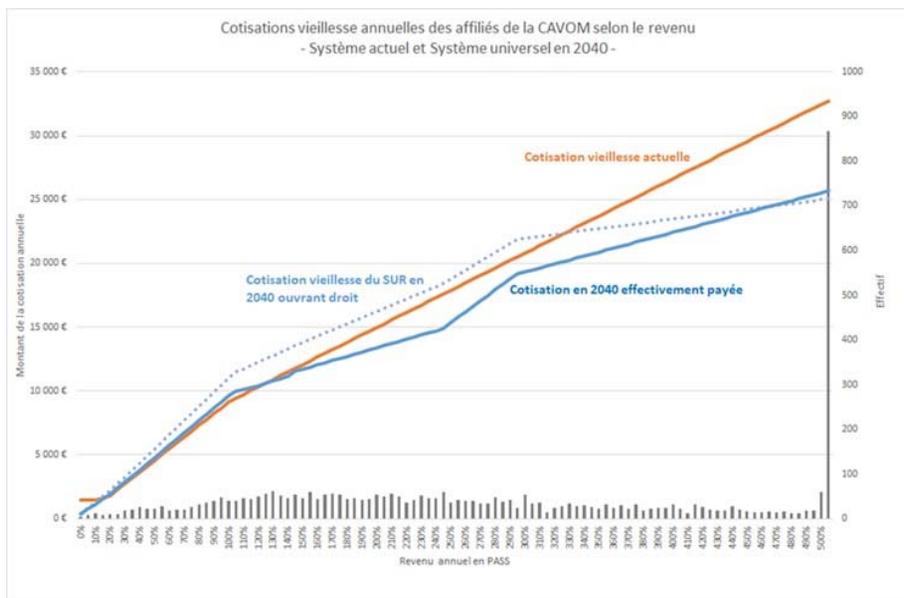
| 2 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|----------|
| CIPAV | Système actuel | 62 460 € | 5 205 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -15 893 € | -1 324 € | -25% |
| | Effet réforme de l'assiette | 9 461 € | 788 € | 15% |
| | Effet baisse du rendement | -7 486 € | -624 € | -12% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 13 334 € | 1 111 € | 21% |
| | Système universel sans transition | 61 876 € | 5 156 € | -1% |
| | Effet transition | 4 407,11 € | 367 € | 7% |
| | | Système universel avec transition | 66 283 € | 5 524 € |

Source : étude d'impact

Les gains en termes de pension seront particulièrement importants pour les revenus les plus faibles, autour de 600 euros par mois à 0,5 PASS et de 1 000 euros au niveau du PASS. Ils résultent très largement, outre des réformes de l'assiette et de l'indexation sur le revenu moyen brut par tête plutôt que sur l'inflation, de la baisse importante du rendement de la CIPAV prévue d'ores et déjà dans le système actuel à compter de 2025 (5,85 %).

- *Les officiers ministériels*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CAVOM inchangées) et du système universel.



Source : données CAVOM calculs DSS, cités dans l'étude d'impact.

Ce graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un « croisement des courbes » vers 1,25 PASS, au-delà duquel le système proposé impliquerait une baisse des cotisations pour les assurés concernés. Ce croisement implique toutefois des hausses modestes pour les revenus entre 0 et 1 PASS (entre 10 et 40 euros par mois).

Les gains sont donc importants un peu au-dessus du PASS, comme le présente plus en détail le tableau suivant :

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME SUR LES OFFICIERS MINISTÉRIELS EN 2040

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 2 290 € | 1 981 € | 4 270 € | 2 760 € | 1 647 € | 4 407 € | 470 € | -333 € | 137 € |
| 0,50 PASS | 4 579 € | 3 731 € | 8 310 € | 5 476 € | 3 046 € | 8 522 € | 896 € | -685 € | 211 € |
| 0,75 PASS | 6 869 € | 5 734 € | 12 603 € | 8 240 € | 4 685 € | 12 925 € | 1 371 € | -1 049 € | 322 € |
| 1 PASS | 9 159 € | 7 990 € | 17 148 € | 11 052 € | 6 575 € | 17 627 € | 1 894 € | -1 415 € | 479 € |
| 1,5 PASS | 12 070 € | 13 951 € | 26 022 € | 13 807 € | 11 858 € | 25 665 € | 1 737 € | -2 094 € | -357 € |
| 2 PASS | 14 982 € | 18 333 € | 33 315 € | 16 237 € | 15 482 € | 31 719 € | 1 255 € | -2 851 € | -1 596 € |
| 2,5 PASS | 17 894 € | 22 715 € | 40 608 € | 18 787 € | 19 285 € | 38 072 € | 893 € | -3 430 € | -2 536 € |
| 3 PASS | 20 805 € | 27 096 € | 47 902 € | 21 964 € | 24 463 € | 46 427 € | 1 159 € | -2 634 € | -1 474 € |

Source : étude d'impact

Ces hausses sont par ailleurs à mettre en regard de l'évolution positive des prestations dans le nouveau système, que décrivent les simulations réalisées par le Gouvernement pour son étude d'impact, dus principalement à l'indexation sur le revenu moyen par tête.

SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL ET LE SYSTÈME UNIVERSEL

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVOM | Système actuel | 33 255 € | 2 771 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 1 152 € | 96 € | 3% |
| | Effet réforme de l'assiette | 5 835 € | 486 € | 18% |
| | Effet baisse du rendement | -5 376 € | -448 € | -16% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 578 € | 798 € | 29% |
| | Système universel sans transition | 44 444 € | 3 704 € | 34% |
| | Effet transition | -353 € | -29 € | -1% |
| Système universel avec transition | 44 091 € | 3 674 € | 33% | |
| 2 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
| CAVOM | Système actuel | 53 137 € | 4 428 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -7 296 € | -608 € | -14% |
| | Effet réforme de l'assiette | 11 521 € | 960 € | 22% |
| | Effet baisse du rendement | -8 420 € | -702 € | -16% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 13 444 € | 1 120 € | 25% |
| | Système universel sans transition | 62 385 € | 5 199 € | 17% |
| | Effet transition | 1 357 € | 113 € | 3% |
| Système universel avec transition | 63 742 € | 5 312 € | 20% | |

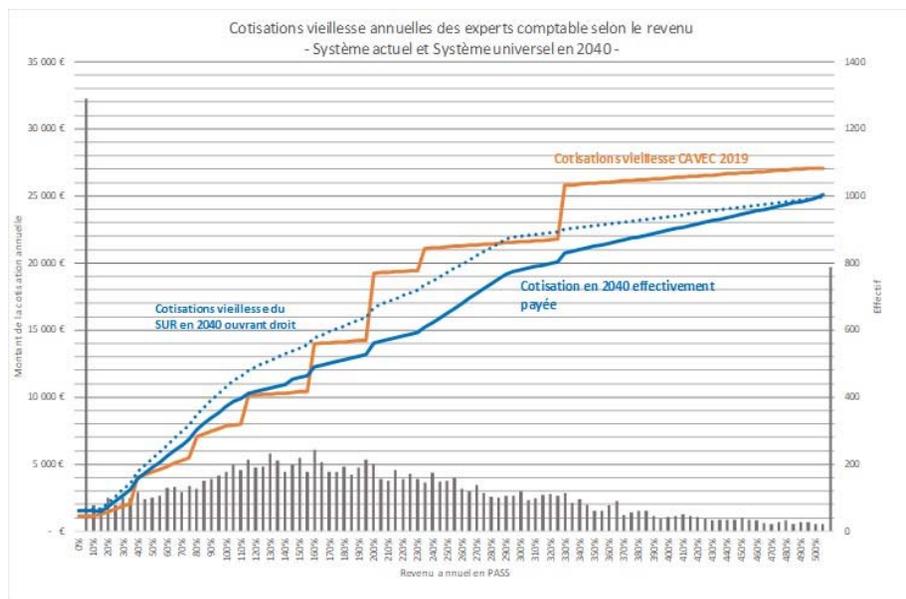
| 3 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|--------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVOM | Système actuel | 73 001 € | 6 083 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -7 107 € | -592 € | -10% |
| | Effet réforme de l'assiette | 10 703 € | 892 € | 15% |
| | Effet baisse du rendement | -12 406 € | -1 034 € | -17% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 633 € | 1 469 € | 24% |
| | Système universel sans transition | 81 824 € | 6 819 € | 12% |
| | Effet transition | 1 347 € | 112 € | 2% |
| | Système universel avec transition | 83 171 € | 6 931 € | 14% |

Source : étude d'impact

Les gains en termes de pension seront particulièrement importants pour les revenus les plus faibles de la profession, soit une hausse de 1 000 euros par mois à 1 PASS, avec ou sans convergence.

- *Les experts-comptables*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CAVEC inchangées) et du système universel.



Source : données CAVEC, calculs DS, cités dans l'étude d'impact

Ce graphique permet d'établir une comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un croisement des courbes, au niveau de 1,5 PASS, faisant passer les cotisations proposées dans le cadre du nouveau régime de plus élevées à plus favorables au-delà de ce seuil. Les hausses qui s'en suivraient à ces niveaux seraient modérées (entre

une vingtaine d'euros par mois au niveau de 0,5 PASS à 110 euros entre 0,75 et 1 PASS). À l'inverse, les baisses de cotisations sont importantes entre 2 et 3 PASS.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES EXPERTS-COMPTABLES EN 2040

| Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Écart Système universel - Système actuel | | |
|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|----------|
| | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Ecart Cotisations vieillesse | Ecart Cotisations Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| 0,25 PASS | 1 662 € | 1 753 € | 3 415 € | 2 596 € | 1 418 € | 4 013 € | 934 € | -335 € | 598 € |
| 0,50 PASS | 4 442 € | 3 669 € | 8 112 € | 5 437 € | 2 981 € | 8 419 € | 995 € | -688 € | 307 € |
| 0,75 PASS | 5 466 € | 5 549 € | 11 015 € | 7 935 € | 4 450 € | 12 385 € | 2 470 € | -1 100 € | 1 370 € |
| 1 PASS | 7 873 € | 7 816 € | 15 689 € | 10 773 € | 6 333 € | 17 105 € | 2 900 € | -1 484 € | 1 416 € |
| 1,5 PASS | 10 382 € | 13 976 € | 24 358 € | 13 658 € | 11 811 € | 25 469 € | 3 276 € | -2 165 € | 1 111 € |
| 2 PASS | 19 226 € | 19 170 € | 38 396 € | 16 681 € | 16 538 € | 33 219 € | -2 545 € | -2 632 € | -5 177 € |
| 2,5 PASS | 21 202 € | 23 461 € | 44 663 € | 19 291 € | 20 435 € | 39 726 € | -1 910 € | -3 026 € | -4 937 € |
| 3 PASS | 21 581 € | 27 597 € | 49 178 € | 21 991 € | 25 090 € | 47 082 € | 411 € | -2 507 € | -2 096 € |

Source : étude d'impact

Ces hausses modestes sont par ailleurs à mettre en regard de leurs effets positifs sur les prestations versées, dont témoignent les simulations suivantes, extraites de l'étude d'impact du Gouvernement.

SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL ET LE SYSTÈME UNIVERSEL

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVEC | Système actuel | 27 932 € | 2 328 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 8 780 € | 732 € | 31% |
| | Effet réforme de l'assiette | 6 590 € | 549 € | 24% |
| | Effet baisse du rendement | -9 600 € | -800 € | -34% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 238 € | 770 € | 33% |
| | Système universel sans transition | 42 941 € | 3 578 € | 54% |
| | Effet transition | -1 233,68 € | -103 € | -4% |
| Système universel avec transition | 41 707 € | 3 476 € | 49% | |

| 2 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------|------|
| CAVEC | Système actuel | 27 932 € | 2 328 € | |
| | Effet baisse des cotisations | 8 780 € | 732 € | 31% |
| | Effet réforme de l'assiette | 6 590 € | 549 € | 24% |
| | Effet baisse du rendement | -9 600 € | -800 € | -34% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 9 238 € | 770 € | 33% |
| | Système universel sans transition | 42 941 € | 3 578 € | 54% |
| | Effet transition | -1 233,68 € | -103 € | -4% |
| Système universel avec transition | 41 707 € | 3 476 € | 49% | |

| 3 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|--------|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CAVEC | Système actuel | 74 771 € | 6 231 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 5 433 € | 453 € | 7% |
| | Effet réforme de l'assiette | 12 853 € | 1 071 € | 17% |
| | Effet baisse du rendement | -28 896 € | -2 408 € | -39% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 588 € | 1 466 € | 24% |
| | Système universel sans transition | 81 748 € | 6 812 € | 9% |
| | Effet transition | 846,25 € | 71 € | 1% |
| | Système universel avec transition | 82 594 € | 6 883 € | 10% |

Source : étude d'impact

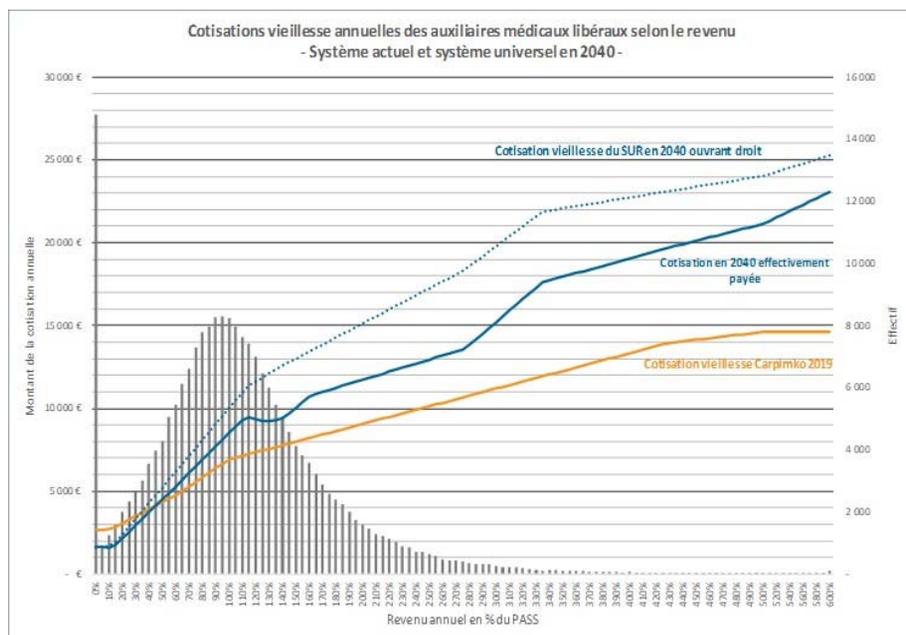
Des gains importants en prestations seraient enregistrés au niveau du PASS, soit une hausse de plus de 50 % de la pension, avec ou sans mécanisme de convergence. Un effet significativement positif serait également engrangé au-delà mais de manière décroissante. Ces effets positifs résultent, outre la réforme de l'assiette de cotisations/contributions et de l'indexation, de la baisse annoncée du rendement du régime complémentaire CAVEC à compter de 2035.

c. Hausse des prestations supérieure à la hausse des cotisations

Pour ces professions, l'effet « assiette » ne permet pas de neutraliser complètement la hausse des cotisations vers la « cible ». Toutefois, combiné aux autres grands déterminants du nouveau système, il permet une hausse plus que proportionnelle des prestations.

- *Les auxiliaires médicaux*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNAVPL-CARPIMKO inchangées) et du système universel.



Source : données CARPIMKO, calculs DSS présentés dans l'étude d'impact

Le graphique présente deux éléments éclairants :

- la comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un « croisement des courbes » à 45 % du PASS (environ 19 000 euros annuels dans les conditions actuelles de rémunération et de fixation du plafond), en dessous duquel le système universel est à la fois plus généreux en prestations (*cf. infra*) et moins coûteux en cotisations ;

- la distribution des effectifs en fonction des niveaux de revenus, pour les assurés les plus nombreux, soit ceux dont la rémunération est située un peu en dessous de 1 PASS (43 136 euros par an, 3 428 euros par mois), la hausse représenterait entre 948 et 1613 euros par an (soit entre 79 euros et 134 euros par mois).

Par ailleurs, comme le fait remarquer l'étude d'impact, cette comparaison est singulièrement favorable au système actuel, car il part du principe peu plausible que la CARPIMKO n'aurait pas relevé ses taux de cotisations sur la période en l'absence de réforme.

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME POUR LES AUXILIAIRES MÉDICAUX EN 2040

| | Revenu annuel en PASS | Système actuel | | | Système universel | | | Ecart système universel - système actuel | | |
|-----------------|-----------------------|------------------------|---|----------|------------------------|---|----------|--|---|---------|
| | | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total | Cotisations vieillesse | Cotisations hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| CARPIMKO | 0,25 PASS | 3 274 € | 2 654 € | 5 928 € | 2 874 € | 2 326 € | 5 199 € | - 400 € | - 329 € | - 729 € |
| | 0,50 PASS | 4 338 € | 4 398 € | 8 735 € | 5 224 € | 3 680 € | 8 904 € | 887 € | - 718 € | 169 € |
| | 0,75 PASS | 5 556 € | 6 156 € | 11 711 € | 7 607 € | 5 052 € | 12 660 € | 2 051 € | - 1 103 € | 948 € |
| | 1 PASS | 6 923 € | 7 928 € | 14 851 € | 10 021 € | 6 443 € | 16 465 € | 3 098 € | - 1 485 € | 1 613 € |
| | 1,50 PASS | 7 991 € | 13 378 € | 21 370 € | 13 005 € | 10 385 € | 23 390 € | 5 014 € | - 2 993 € | 2 021 € |
| | 2 PASS | 9 059 € | 17 451 € | 26 510 € | 15 125 € | 14 058 € | 29 182 € | 6 066 € | - 3 393 € | 2 673 € |
| | 2,50 PASS | 10 127 € | 21 523 € | 31 650 € | 17 281 € | 17 276 € | 34 558 € | 7 154 € | - 4 247 € | 2 908 € |
| | 3 PASS | 11 195 € | 25 595 € | 36 790 € | 20 309 € | 21 797 € | 42 106 € | 9 115 € | - 3 799 € | 5 316 € |

Source : étude d'impact

En prestations, contrepartie directe de l'évolution des cotisations, les assurés seraient gagnants dans des proportions sans commune mesure avec la hausse des cotisations. L'étude d'impact présente ainsi trois exemples, respectivement à 0,5, 1 et 2 PASS :

SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL ET LE SYSTÈME UNIVERSEL

| 0,5 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------|------------------------------------|-------------------------------|------------------------------|----------|
| CARPIMKO | Système contrefactuel | 13 136 € | 1 095 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -3 136 € | -261 € | -23,9% |
| | Effet réforme de l'assiette | 1 390 € | 116 € | 10,6% |
| | Effet hausse du rendement | -11 € | -1 € | -0,1% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 3 445 € | 287 € | 26,2% |
| | Système universel sans convergence | 7 964 € | 664 € | 60,6% |
| | Effet convergence | 0,00 € | 0 € | 0,0% |
| | Système universel avec convergence | 22 788 € | 1 899 € | 73,5% |

| 1,0 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|-----------------|------------------------------------|-------------------------------|------------------------------|----------|
| CARPIMKO | Système actuel | 19 261 € | 1 605 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -274 € | -23 € | -1,4% |
| | Effet réforme de l'assiette | 3 098 € | 258 € | 16,1% |
| | Effet hausse du rendement | -257 € | -21 € | -1,3% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 6 609 € | 551 € | 34,3% |
| | Système universel sans convergence | 28 437 € | 2 370 € | 47,6% |
| | Effet convergence | -455,59 € | -38 € | -2,4% |
| | Système universel avec convergence | 27 982 € | 2 332 € | 45,3% |

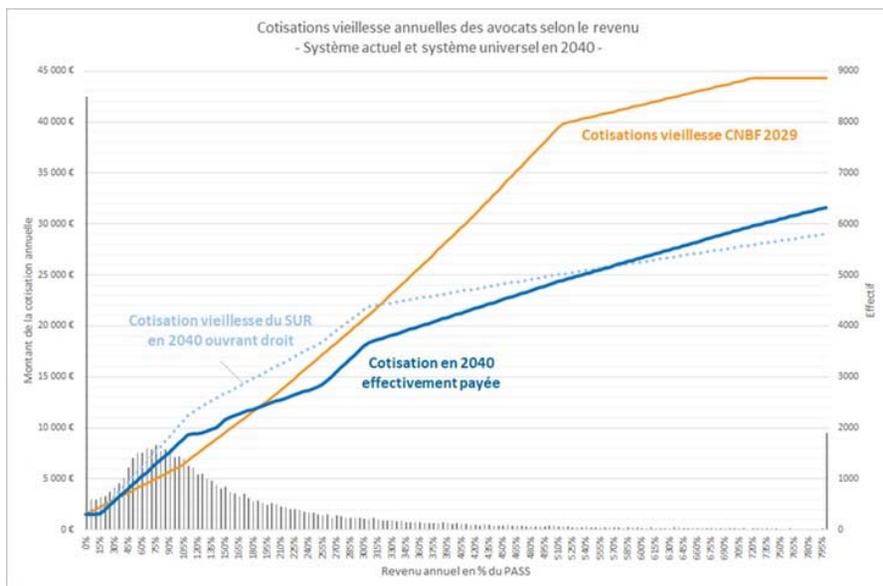
| 2,0 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|----------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|-----|
| CARPIMKO | Système actuel | 26 266 € | 2 189 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 3 574 € | 298 € | 14% |
| | Effet réforme de l'assiette | 7 624 € | 635 € | 29% |
| | Effet hausse du rendement | 726 € | 60 € | 3% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 11 016 € | 918 € | 42% |
| | Système universel sans convergence | 49 206 € | 4 101 € | 87% |
| | Effet convergence | -1 416,13 € | -118 € | -5% |
| | Système universel avec convergence | 47 790 € | 3 983 € | 82% |

Source : étude d'impact

Le gain en prestations représenterait donc entre 45 % (300 euros par mois de pension) et 87 % (quasiment 2 000 euros par mois) de ce qui aurait été obtenu en l'état des règles de la CARPIMKO, pour une hausse raisonnable de cotisations (autour de 100 euros par mois pour l'essentiel des effectifs). Le gain est notamment issu de l'effet de la réforme de l'assiette, permettant aux assurés de cotiser davantage à même niveau de prélèvement, et de l'indexation des droits sur les salaires, et non sur l'inflation.

- *Les avocats*

S'agissant des cotisations, le Gouvernement a pu réaliser une estimation des situations respectives en 2040, date de fin de la transition, du système actuel maintenu (règles 2019 CNBF inchangées ⁽¹⁾) et du système universel.



(1) Sont intégrées les hausses de cotisations déjà actées.

Source : calculs DSS cités dans l'étude d'impact

Le graphique présente deux éléments éclairants :

– la comparaison des niveaux de cotisations entre le système universel (en bleu) et le système actuel (en orange), révélant un « croisement des courbes » aux alentours de 40 % du PASS (environ 16 000 euros annuels dans les conditions actuelles de rémunération et de fixation du plafond), en dessous duquel le système universel est à la fois plus généreux en prestations (*cf. infra*) et moins coûteux en cotisations ;

– la distribution des effectifs en fonction des niveaux de revenus, pour les assurés les plus nombreux, soit ceux dont la rémunération est située aux alentours de 75 % du PASS (30 852 euros par an, 2 571 euros par mois), la hausse représenterait environ 1 426 euros par an (soit 118 euros par mois).

IMPACT EN EUROS DE LA RÉFORME SUR LES AVOCATS EN 2040

| Revenu annuel en PASS | Contrefactuel 2019 | | | Contrefactuel 2040 | | | Système universel (2040) | | | Ecart SUR - contrefactuel 2040 | | |
|-----------------------|------------------------|-----------------------------|-----------------|------------------------|-----------------------------|-----------------|--------------------------|-----------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------|
| | Cotisations | | Total | Cotisations | | Total | Cotisations | | Total | Ecart vieillesse | Ecart Hors vieillesse et CSG/CRDS | Total |
| | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | | Cotisations vieillesse | hors vieillesse et CSG/CRDS | | | | |
| 0,25 PASS | 2 483 € | 1 667 € | 4 150 € | 3 182 € | 1 642 € | 4 824 € | 2 737 € | 2 318 € | 5 054 € | -445 € | 676 € | 231 € |
| 0,50 PASS | 3 411 € | 3 285 € | 6 696 € | 4 325 € | 3 234 € | 7 559 € | 5 166 € | 2 573 € | 7 739 € | 841 € | -661 € | 180 € |
| 0,75 PASS | 4 339 € | 5 156 € | 9 495 € | 5 469 € | 5 070 € | 10 540 € | 7 644 € | 4 010 € | 11 654 € | 2 175 € | -1 060 € | 1 115 € |
| 1 PASS | 5 267 € | 7 280 € | 12 547 € | 6 614 € | 7 152 € | 13 766 € | 10 170 € | 5 655 € | 15 825 € | 3 556 € | -1 497 € | 2 059 € |
| 1,5 PASS | 7 850 € | 13 209 € | 21 059 € | 9 844 € | 13 035 € | 22 879 € | 13 369 € | 10 766 € | 24 135 € | 3 525 € | -2 269 € | 1 256 € |
| 2 PASS | 10 476 € | 17 563 € | 28 039 € | 13 196 € | 17 325 € | 30 521 € | 15 771 € | 14 485 € | 30 257 € | 2 576 € | -2 840 € | -264 € |
| 2,5 PASS | 13 300 € | 21 937 € | 35 236 € | 16 841 € | 21 626 € | 38 468 € | 18 193 € | 18 097 € | 36 290 € | 1 352 € | -3 530 € | -2 178 € |
| 3 PASS | 16 149 € | 26 312 € | 42 461 € | 20 576 € | 25 924 € | 46 501 € | 21 572 € | 23 137 € | 44 710 € | 996 € | -2 787 € | -1 791 € |

Source : étude d'impact

Par ailleurs, comme le fait remarquer l'étude d'impact, cette comparaison est singulièrement favorable au système actuel, car là encore, elle part du principe peu plausible que la CNBF n'aurait pas relevé ses taux de cotisations sur la période, en l'absence de réforme. La CNBF va ainsi relever ses taux de cotisation au régime complémentaire de 2,2 % d'ici à 2029 et rien ne permet d'affirmer que d'autres hausses ne seraient pas intervenues d'ici 2040.

En prestations, contrepartie directe de la hausse des cotisations, les assurés seraient gagnants dans des proportions sans commune mesure avec la hausse des cotisations. L'étude d'impact présente ainsi trois exemples, respectivement à 1, 2 et 3 PASS :

**SIMULATIONS DES ÉCARTS EN % ET EN EUROS ENTRE LE SYSTÈME ACTUEL
ET LE SYSTÈME UNIVERSEL**

| 1 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CNBF | Système actuel | 31 372 € | 2 614 € | |
| | Effet hausse des cotisations | 9 682 € | 807 € | 31% |
| | Effet réforme de l'assiette | 7 495 € | 625 € | 24% |
| | Effet baisse du rendement | -16 768 € | -1 397 € | -53% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 8 887 € | 741 € | 28% |
| | Système universel sans convergence | 40 667 € | 3 389 € | 30% |
| | Effet convergence | -1 806 € | -150 € | -6% |
| | Système universel avec convergence | 38 861 € | 3 238 € | 24% |

| 2 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CNBF | Système actuel | 54 958 € | 4 580 € | |
| | Effet hausse des cotisations | -3 600 € | -300 € | -7% |
| | Effet réforme de l'assiette | 11 799 € | 983 € | 21% |
| | Effet baisse du rendement | -15 690 € | -1 308 € | -29% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 13 318 € | 1 110 € | 24% |
| | Système universel sans convergence | 60 785 € | 5 065 € | 11% |
| | Effet convergence | 154 € | 13 € | 0% |
| | Système universel avec convergence | 60 939 € | 5 078 € | 11% |

| 3 PASS | Pension cumulée sur 43 ans | Montant total (€ 2019) | Montant/mois (€ 2019) | % |
|---------------|------------------------------------|---------------------------|--------------------------|------|
| CNBF | Système actuel | 83 203 € | 6 934 € | |
| | Effet baisse des cotisations | -12 096 € | -1 008 € | -15% |
| | Effet réforme de l'assiette | 11 086 € | 924 € | 13% |
| | Effet baisse du rendement | -18 992 € | -1 583 € | -23% |
| | Effet indexation sur le SMPT | 17 758 € | 1 480 € | 21% |
| | Système universel sans convergence | 80 960 € | 6 747 € | -3% |
| | Effet convergence | 1 498 € | 125 € | 2% |
| | Système universel avec convergence | 82 458 € | 6 871 € | -1% |

Source : étude d'impact

Compte tenu des effets distributifs très spécifiques à la CNBF, les effets en matière de prestations sont assez contrastés :

– une baisse est à prévoir autour de 0,5 PASS à hauteur de 250 euros par mois pendant la convergence et 200 euros dans le système « cible » ;

– des gains importants pourraient être engrangés au niveau de 1 à 2 PASS (entre 10 % et 30 %) en raison des effets positifs d'assiette contributive (qui

progressent avec le niveau de revenu) et d'indexation sur le salaire moyen des droits constitués (effets qui diminuent avec la hausse du revenu) ;

– une baisse des prestations au niveau de 3 PASS, en raison des règles spécifiques de la CNBF en matière de rendement (rendement fixe pour un rendement inférieur à 7,5 %, puis indexation sur l'inflation).

BILAN : TROIS TYPES DE SITUATIONS POUR LES PROFESSIONNELS LIBÉRAUX DANS LE SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE

| | |
|---|--|
| <p>Diminution des cotisations et baisse/maintien des prestations Médecins (CARMF) Agents d'assurance (CAVAMAC)</p> | <p>Maintien des cotisations et hausse des prestations Chirugiens-dentistes et sages-femmes (CRDCSF) Affiliés de la CIPAV Pharmaciens (CPV) Vétérinaires (CARPV) Officiers ministériels (CAVOM)</p> |
| <p>Hausse des cotisations et hausse des prestations Avocats (CNBF) Auxiliaires médicaux (CARPIMKO)</p> | <p>Hausse des cotisations et baisse des prestations Aucun</p> |

Source : commission spéciale, à partir des simulations du Gouvernement présentées dans l'étude d'impact

II. L'ARTICLE 21 PROPOSE D'HABILITER LE GOUVERNEMENT À PRÉVOIR PAR ORDONNANCE LES TRANSITIONS NÉCESSAIRES

Afin de conduire progressivement la convergence, l'article 21 habilite le Gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance dans trois domaines précis.

1. Une transition progressive vers les taux et assiettes « cibles »

L'habilitation porte tout d'abord sur les modalités de convergence sur une période de quinze ans, et notamment le financement de taux d'appel inférieurs à l'unité, pour :

- les travailleurs indépendants non agricoles, pour leur régime de base comme pour leur régime complémentaire ;
- les professionnels libéraux, relevant de la CNAVPL pour leur régime de base comme pour leur régime complémentaire ;
- les régimes complémentaires propres de certaines professions médicales ;
- les avocats ;
- les exploitants agricoles pour leur régime de base comme complémentaire.

La référence à un « taux d'appel » implique ici que les taux de cotisations demandés aux travailleurs non-salariés à compter de 2025 pourraient être inférieurs aux taux « cibles » pendant la période de transition.

Le financement de cette convergence pourra être assuré, sur autorisation de la future ordonnance, avec l'utilisation des réserves des caisses concernées.

2. L'adaptation de l'assiette relative aux cotisations des travailleurs non-salariés

L'habilitation porte également sur l'adaptation de l'assiette des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants et professionnels libéraux, afin qu'elles deviennent comparables à celles des salariés. Il s'agit notamment de rapprocher l'assiette « nette » des cotisations et contributions de ces travailleurs indépendants de l'assiette « brute » des salariés. Dans son étude d'impact, le Gouvernement précise ainsi souhaiter calculer les cotisations des travailleurs non-salariés sur une première base intégrant l'ensemble des cotisations et la partie déductible de la contribution sociale généralisée, à laquelle serait appliqué un abattement. C'est à cette assiette « super-brute abattue de 30 % » qu'on appliquerait les taux applicables, simplifiant grandement le calcul des cotisations, tout en réduisant le poids des prélèvements non contributifs.

Le taux de 30 %, mentionné dans l'étude d'impact, équivaldrait à l'absence de prise en compte des cotisations patronales dans l'assiette des salariés.

D'après l'étude d'impact, cette mise en cohérence de l'assiette avec celle qui est applicable aux travailleurs salariés pourrait avoir pour effet :

– un gain de 400 millions d'euros pour les travailleurs non-salariés (+ 2,2 milliards d'euros de cotisations et – 2,6 milliards d'euros de CSG et de CRDS) ;

– une hausse des prestations, toutes choses égales par ailleurs, dans la mesure où 90 % de ces cotisations supplémentaires dans le nouveau système permettront d'acquérir des points.

IMPACT EN « RÉGIME DE CROISIÈRE » DE LA RÉFORME DE L'ASSIETTE

| | Cotisations vieillesse | Autres prélèvements sociaux | Impact global |
|--------------|---------------------------|-----------------------------------|------------------|
| Non salariés | -2,2 | 2,6 | 0,4 |

Source : étude d'impact

Le dispositif précise que cette réforme de l'assiette n'aura pas d'incidence sur le droit des exploitants agricoles de calculer leur revenu professionnel à partir de la moyenne des trois derniers exercices.

3. La prise en charge des cotisations par un tiers

Les cotisations de l'ensemble des travailleurs indépendants pourront être prises en charge par un tiers, dans des conditions fixées par la future ordonnance, sur le modèle de ce qui est aujourd'hui possible pour les agents généraux d'assurance, dont certaines cotisations sont prises en charge par les compagnies d'assurance mandantes.

4. Durée de l'habilitation et entrée en vigueur

La durée de l'habilitation est fixée à douze mois, de sorte que les transitions en la matière seront fixées avant l'été 2021, si le présent projet de loi est bien adopté avant l'été 2020. Le délai fixé pour cette convergence est de vingt ans maximum et devrait donc permettre de lisser les effets de celle-ci.

Après publication de l'ordonnance, un délai de trois mois est prévu pour déposer un projet de loi de ratification devant le Parlement.

*

* *